

Fiche 2

Travail et pauvreté pendant la crise des années 1930

Situation dans les programmes scolaires :

TERMINALE GÉNÉRALE

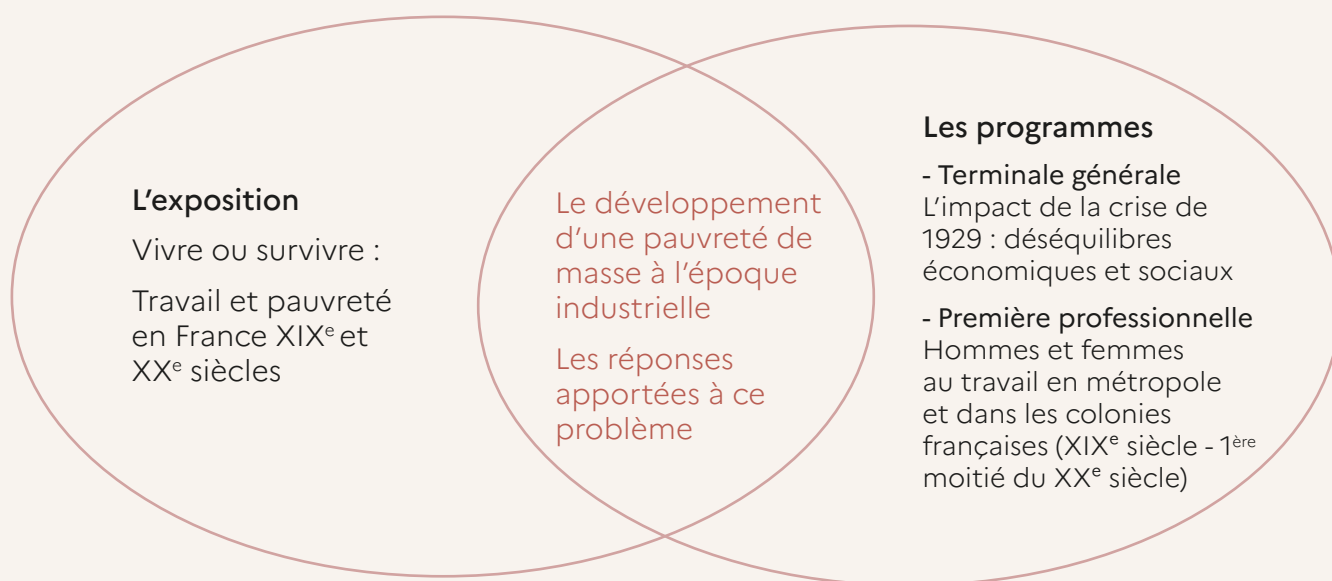
- **Thème 1 :** Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)
- **Chapitre 1 :** L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

PREMIÈRE PROFESSIONNELLE¹

- **Thème 1 :** Hommes et femmes au travail en métropole et dans les colonies françaises (XIX^e siècle – 1^{ère} moitié du XX^e siècle)

Les principaux enjeux à exploiter :

Le corpus documentaire proposé autour de la thématique « Travail et pauvreté pendant la crise des années 1930 » reprend des points des programmes d'histoire de terminale générale et de première professionnelle croisés avec la problématique de l'exposition.



¹ Pour les premières professionnelles, voir également la fiche 2.

La crise de 1929 : un accroissement de la pauvreté des travailleurs ?

Document 1 : Ouvriers – grévistes ou chômeurs – posant avec des pancartes « Attention travaux » et « Vu la crise, se mettre à tout », 1930. Photographie en noir et blanc, Charles Chauffroy.



(ANMT, PI 76 NC, Visages du monde ouvrier).

DOCUMENTS

Lycée

Document 2 : Carte de bénéficiaire du Fonds spécial de chômage du département de la Seine au nom de Jeanne Grumbach, artiste dramatique, 1935.

France

Caisse des Arts Dramatiques et Musicaux

Ad. 1935. 12^e lot. - N° 13733.

1057

MAIRIE-PREFECTURE DE LA SEINE

FONDS SPECIAL DU CHOMAGE DE LA VILLE DE PARIS

(Préfecture du 16 Décembre 1933)

MAIRIE du 9^e arr., 6, Rue Drouot.

Carte de Chômage

Nom et Prénoms: *Grumbach Jeanne*

Nationalité: *fr* Age: *27* ans

Adresse: *17, Rue Camille*

SIGNATURE DU BENEFICIAIRE: *Jeanne Grumbach*

LE MAIRE-ADJOINT: *PROGONER-SCOMME*

CHOMAGES POUR L'ENSEMBLE DE PARIS: *J. CROUZILLARD*

A remplir par le Bureau de Paiement

Profession: *Ad*

Spécialité:

Date de la demande de secours: *22.5-35*

DATES DES PAIEMENTS

<i>1-6-35</i>	31. JUIN 1935			
	14 AOÛT 35			
	11 SEPT 1935			
<i>-3 JUL 1935</i>	25 SEPT 35			
<i>17 JUL 1935</i>	9 OCT 35			
<i>28 AOÛT 35</i>				

(AN, 77AJ/64, Fonds spécial de chômage du département de la Seine).

Document 3 : Manifestation de la délégation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) française devant le Bureau international du travail à Genève (Suisse), 1935.



(ANMT, 1995 64 1, Famille Hocquet-Duval)

Document 4 : Occupation d'une usine par des grévistes à Roubaix lors de la grève de 1936.



(Médiathèque de Roubaix CP_A21_L1_S3_004, cartes postales de Roubaix).

Document 5 : Bal organisé durant l'occupation d'un entrepôt (probablement de l'entreprise Breguet Aviation), 1936. Photographie en noir et blanc provenant d'un album de famille.



(ANMT, PI 76 NC, Visages du monde ouvrier).

Propositions d'exploitation pédagogique des documents

La forte croissance économique que connaissent les sociétés industrielles à partir du milieu du XIX^e siècle s'accompagne de l'apparition de crises d'un genre nouveau marquées par la surproduction, mais aussi l'augmentation du chômage et l'accentuation de la pauvreté. Après un premier épisode intervenu entre 1873 et 1896, le monde connaît un autre de ces bouleversements économiques à partir de 1929. Quelles sont les conséquences sociales de cette « Grande Dépression » ? Quelles réponses sont alors apportées face aux difficultés matérielles éprouvées par les sociétés ? Les documents ci-dessus permettent notamment d'apporter les éclairages suivants :

- Ils mettent tout d'abord en évidence un contexte **socioéconomique particulièrement dégradé** avec des allusions récurrentes au **chômage de masse** (« vu la crise se mettre à tout » [sous-entendu, « pour trouver du travail »], document 1 ; « nos bras sont inutilisés », document 3). Ce dernier est le résultat d'un enchaînement de phénomènes : surproduction entraînant une baisse des prix elle-même à l'origine d'une diminution des bénéfices des entreprises qui licencient leurs employés. Le chômage a d'ailleurs pour effet la baisse du pouvoir d'achat qui contribue à une chute de la consommation et accentue de ce fait la surproduction, alimentant de la sorte un cercle vicieux aux conséquences sociales dramatiques. Les banderoles qui apparaissent sur le document 3 donnent un aperçu des **inégalités** (« les travailleurs ne doivent plus souffrir au milieu de l'abondance ») et des **difficultés matérielles** auxquelles les populations les plus vulnérables sont alors exposées (« la misère, le taudis, la sous-alimentation »).
- Dans ce contexte, on assiste en France au milieu des années 1930 à une **mobilisation sociale exceptionnelle**. Son ampleur inédite (qui d'ailleurs dépasse les frontières hexagonales, voir le document 3) s'explique par la participation d'acteurs divers : travailleurs, travailleuses (document 4), syndicats (documents 4) ainsi que d'autres organisations collectives (la Jeunesse ouvrière chrétienne ou JOC évoquée dans le document 3 par exemple). Cette mobilisation prend des formes variées : **grèves, manifestations** (document 3), **occupations d'usines** (documents 4 et 5) **ou de l'espace public** (document 1). Elle se caractérise enfin par une atmosphère joyeuse voire festive (document 5). Le film de Julien Duvivier sorti en 1936 sous le titre *La belle équipe* (avec la star de l'époque Jean Gabin) rend bien compte de cet esprit de 1936 marqué par l'espoir et la camaraderie.
- Les documents donnent quelques indices sur les **réponses apportées par les pouvoirs publics** dans ce contexte exceptionnel. Le document 2 montre que dès les années 1930, avant la création d'un régime d'assurance chômage après la Seconde Guerre mondiale, chômeurs et chômeuses bénéficient d'une aide financière versée par la commune dans laquelle ils ou elles résident. De plus, le vaste mouvement de grève de 1936 dont rendent compte les documents 4 et 5, est une réponse à l'espoir soulevé par la victoire des partis de gauche aux élections du printemps 1936. Alliés au sein du **Front populaire**, ces derniers négocient avec les syndicats dans les semaines qui suivent. Les **Accords de Matignon** (juin 1936) qui découlent de ces discussions permettent l'adoption d'une série de mesures sociales majeures comme la **semaine de 40 heures** (demandée par les membres de la JOC en 1935, voir le document 3), **15 jours de congés payés** ou encore la mise en place de **conventions collectives**.